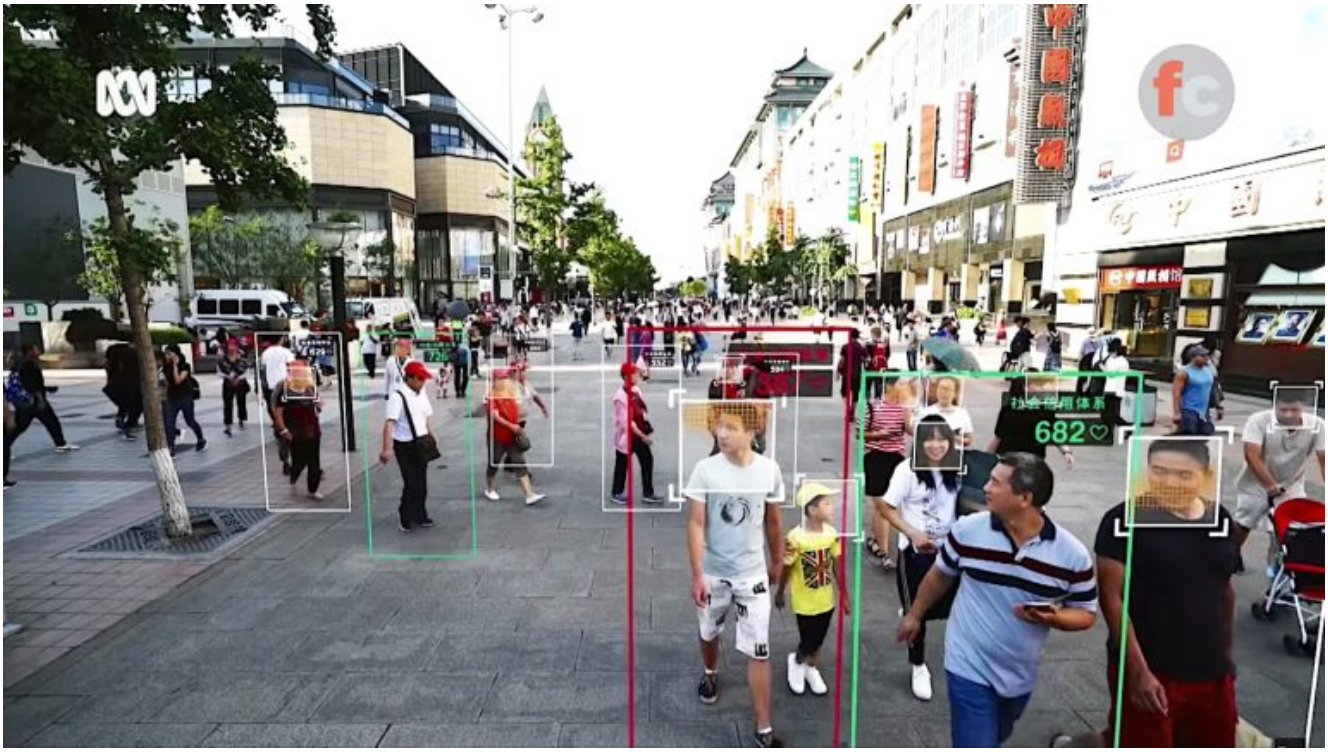
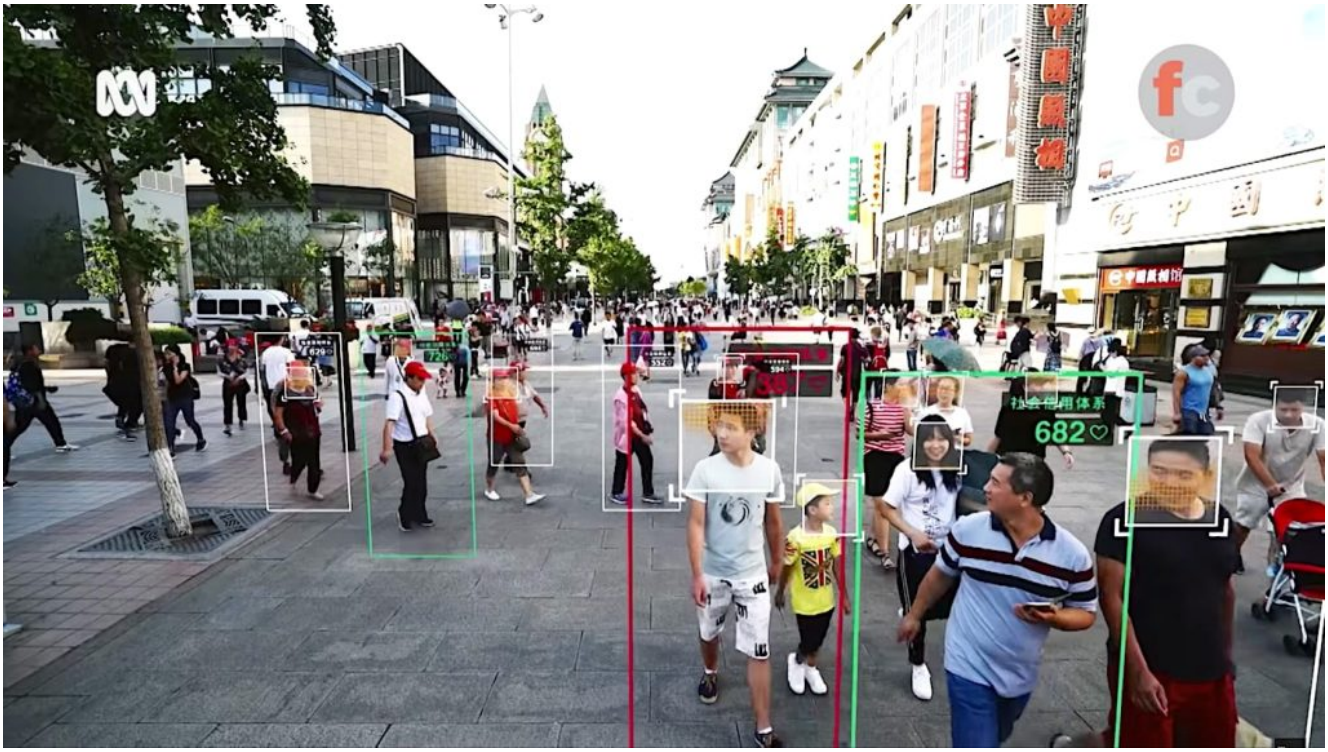
Identité numérique pour les Européens : la porte ouverte à un « crédit social » dans l'UE ?

écrit par Christine Tasin | 25 janvier 2022





Le titre ci-dessus est celui d’un article très intéressant de RT France qui fait le lien, très clair, entre la dictature écologique, la dictature numérique bien avancée par l’affaire Covid et le « crédit social » à la chinoise que nous voyons poindre depuis 2 ans.

Et tout cela, quelle surprise, avec Der Leyen et sa clique macronienne aux manettes !

Nous qui voyons depuis quelques années, goguenards, la SNCF nous annoncer à chaque réservation de train un chiffre concernant le carbone (ou l’empreinte carbone, je ne sais pas, je refuse d’entrer dans cette folie et de même chercher à comprendre), nous rendons compte qu’il y a le feu au lac et que, demain, « ils » vont nous interdire de circuler, de manger, de consommer, de nous chauffer, de partir en vacances, de faire couler l’eau chaude… une fois qu’on aura atteint le quota qu’ils nous auront assigné, avec un seul mot d’ordre en guise de férule : *tu nous coûtes trop cher en carbone* !

Evidemment, ce quota sera réservé à la piétaille, pendant que les responsables politiques, adoubés, eux, auront tous les droits. Exactement comme Staline et ses commissaires du

peuple, ou bien les Ceaucescu utilisaient datchas et résidences somptueuses de l'Etat sans limitation quelle qu'elle soit.

On peut aussi s'attendre à les voir régenter le nombre d'enfants que nous aurons le droit de faire naître, il faudra bien faire de la place et de l'air (attention au CO2, attention au carbone, bordel !) pour nos amis Africains qui se reproduisent comme des lapins et auront besoin d'espace vital, le nôtre. Viendra alors pour nous l'époque du *Soleil Vert,* parce qu'il ne faut quand même pas croire que les jeunes matrones africaines vont accepter longtemps de nous torcher le cul dans les Ehpad ! **Stérilisés en amont, euthanasiés en aval… l'avenir qui nous attend si un Zemmour ne vient pas perturber leurs terrifiants projets est mortel pour nos enfants.**

Liberté, j'écris ton nom…

Pas sûr même qu'un Eluard parvienne à l'âge adulte avec ce qu'ils nous concoctent. On ricanait en entendant les écolos-dingos nous parler de *décroissance* il y a 20 ans, ils sont arrivés au pouvoir en portant d'autres étiquettes, et ils arborent fièrement la décarbonisation… histoire de nous faire revenir au XIXème siècle…

.

C'est donc un député européen conservateur, un Roumain, Cristian Theres, qui a lancé un cri d'alarme à propos du projet européen de réduire NOTRE empreinte carbone de 55% d'ici 2030. C'est demain. Et ils le préparent dès aujourd'hui, ou plutôt depuis le début de la dictature Covid, quel hasard !

Ils parlent de « rationaliser », confondant allègrement

« rationaliser » et « rationner »…

Il explique fort bien que nous serons forcément mis sous surveillance et sanctionnés, exactement comme nous le sommes si nous ne sommes pas obéissants et vaccinés, si nous ne sommes pas des citoyens écolo-responsables, si nous ne nous serrons pas la ceinture drastiquement pour ressembler à la dégénérée Rousseau.

Et comme, grâce à l'identité numérique -un numéro personnel injecté avec le vaccin? on peut sans exagérer commencer à se poser la question, tant leur folie vaccinale ne peut s'expliquer juste pour ce qui n'a pas fait plus de morts que la grippe partout dans le monde- ils sauront tout de nous, de ce que nous achetons, de l'essence que nous payons, de ce que nous mangeons -pas assez vegan ? Et hop ! 1000 points en moins pour aller bosser en voiture !

Et, quel hasard, voilà que Mac Kinsey est aussi et encore à la manoeuvre, qui livre des rapports allant dans ce sens à Bruxelles, je n'ose pas imaginer le prix payé au Cabinet… Et der Leyen au bord de l'orgasme : *nous avons une obligation LEGALE de réduire nos émissions de CO2...* et comment s'y prendre sans identité numérique, sans surveillance absolue de chacun des citoyens qui constituent l'UE ? Les Anglais sont sortis de cette saloperie à temps…

Je rappellerai en passant que ce sont 2 commissaires européens, dont le Français Thierry Breton, âme damnée de Macron et de Der Leyen, qui ont lancé, en juin 2021, le « Digital ID Wallet », la « carte d'identité numérique » de l'UE…

Alors que la Commission avance sur la mise en place d'une identité et d'un portefeuille numérique, l'eurodéputé Cristian Terhes s'inquiète d'une possible dérive dans le cadre du projet de l'UE de réduire son empreinte carbone de 55% d'ici 2030.

Les citoyens européens seront-ils un jour sanctionnés pour avoir dépassé un

hypothétique «quota carbone» ? Jusqu'ici, c'est un simple cauchemar dystopique réservé aux romans d'anticipation. Pourtant, cette idée pourrait bien devenir une réalité tangible à moyen terme sur le Vieux continent, à en croire l'eurodéputé roumain Cristian Theres.

Selon ce membre du groupe des conservateurs et réformistes européens, qui suit de près les travaux de l'UE sur la mise en place d'une identité numérique européenne couplée à un «portefeuille numérique» – dans lequel seront notamment stockées les informations bancaires – le danger d'une dérive vers un système de crédit social tel qu'il existe en Chine serait grand.

D'après Cristian Terhes, la mise en place du certificat Covid aurait en effet ouvert la boîte de Pandore, donnant un cadre à ce futur projet. «Vous ne pouvez pas [instaurer un crédit social] du jour au lendemain. Si vous le faisiez, l'Europe entière serait dans la rue. Ils le font par segments. Ce certificat vert a créé le système, la technologie et le cadre. C'est le premier pas. Le second pas, c'est le portefeuille européen, et l'identité numérique digitale. Cela suit le même modèle qu'en Chine. Ils veulent attribuer un lien alphanumérique à chaque citoyen de l'UE, que ces derniers garderont toute leur vie et qui sera leur identification unique», explique ainsi l'eurodéputé dans une interview accordée au média suédois News Voice le 22 janvier.

Et aujourd'hui, ils parlent de combattre le changement climatique par exemple. D'ici 2030, ils veulent réduire leur empreinte carbone de 55%. Leur seule manière de faire ça, c'est de rationaliser tout ce que font et consomment [les citoyens de l'UE]», affirme-t-il, notant qu'à l'avenir dans beaucoup de pays d'Europe occidentale l'empreinte carbone des produits que l'on achète sera indiquée.

«Pourquoi est-ce que vous croyez que c'est mis en place ? Vous allez acheter quelque chose, vous avez votre portefeuille numérique sur votre téléphone, vous êtes liés à votre identification numérique, et vous allez acheter, disons 5 kgs de viande, de bœuf disons. Le bœuf produit tant de carbone, et vous excédez votre quota. Voilà la

direction. Vous voyez beaucoup de rapports là-dessus, des rapports officiels de la Commission, du Parlement. C'est la direction. C'est la raison pour laquelle nous devons comprendre le combat, et faire en sorte de le stopper avant qu'il ne soit trop tard», prévient l'eurodéputé.

McKinsey : «La réussite de la décarbonisation dépend de l'adoption par les dirigeants du secteur public de cadres réglementaires suffisamment ambitieux»

Si le discours semble pour le moins alarmiste, il n'en demeure pas moins que le projet d'identité numérique européenne est en bonne voie. «La Commission proposera une identité électronique européenne sécurisée. Une identité fiable, que tout citoyen pourra utiliser partout en Europe pour n'importe quel usage, comme payer ses impôts ou louer un vélo», expliquait ainsi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen dans son discours sur l'état de l'Union, le 16 septembre 2020.

Cette identité numérique sera – pour l'heure – «accessible à ceux qui le souhaitent» et vise d'une part selon la Commission à avoir un meilleur contrôle de ses données personnelles, et d'autre part à «faciliter la vie des citoyens et des entreprises», par exemple dans le cadre de la demande d'un prêt.

Rien ne dit donc que ce projet sera un jour lié, par exemple, à l'objectif de réduction des émissions carbone de l'UE. Mais les inquiétudes de Cristian Terhes sur une potentielle dérive en ce sens ne semblent toutefois pas complètement infondées. Car dans l'ombre, des technocrates sont déjà à l'œuvre. En témoigne un rapport livré à l'Union européenne par l'influent cabinet de conseil McKinsey, le 3 décembre dernier.

Pour parvenir à l'objectif de réduction des émissions de carbone que s'est fixée l'UE, McKinsey estime en effet nécessaire de faire «évoluer les normes sociales et les attentes des consommateurs et des investisseurs vers le zéro carbone comme nouvelle norme». Avec une recommandation ambigüe à l'attention des décideurs politiques : «Créer des cadres politiques et des environnements réglementaires sûrs et stables. La réussite de la décarbonisation dépend de l'adoption par les dirigeants du secteur public de cadres réglementaires suffisamment ambitieux pour atteindre les objectifs de réduction des émissions plutôt que des politiques incrémentielles.» Tout est dans ce que l'on entend par «ambitieux»…

«Cela permettrait de fournir des signaux stables en matière de planification et d'investissement, susceptibles d'encourager les technologies et les modèles économiques à faible émission de carbone», conclut Mc Kinsey dans son rapport.

Or à écouter l'intervention d'Ursula von der Leyen au forum de Davos le 20 janvier dernier, il semblerait que ce conseil ne soit pas tombé dans l'oreille d'une sourde. «Nous avons désormais la première directive européenne sur l'environnement. Cela signifie que nos objectifs climatiques ne sont plus qu'une « ambition » mais sont une obligation légale. Nous avons proposé un cadre juridique détaillé, qui garantit que nous réduisions nos émission de CO2 de 55% d'ici 2030», a-t-elle tout d'abord rappelé lors de son échange avec Klaus Schwab, soulignant l'importance de la «confiance» pour «embrasser la transition verte et digitale».

«C'est notre feuille de route pour la prochaine décennie, inscrite dans la loi. Cela donne confiance aux entreprises, qui savent que si elles investissent dans des projets climatiques, (…) les décideurs publics garderont cette trajectoire», a-t-elle ajouté, sans préciser ce qu'impliquait exactement le maintien de ce cap.

De là à conclure que la Commission préparerait un «quota carbone» pour les citoyens européens, il y a certes un monde. Mais comme le confiait de manière plus générale Cristian Terhes en conférence de presse à Bruxelles le 26 novembre dernier, mieux vaut prévenir que guérir : «Quand le certificat vert a été mis en place, le commissaire a établi un seul rapport, disant que c'était pour faciliter la liberté de mouvement et c'est tout. […] Regardez où nous en sommes aujourd'hui. J'invite tous les journalistes d'Europe et du monde à venir voir ce qu'il se passe ici. Parce que nous ne devrions pas permettre cela. Nous ne devrions pas oublier que l'UE a été créé en opposition totale à l'Union soviétique.»

Frédéric Aigouy

https://francais.rt.com/international/95079-identite-numerique-pour-europeens-porte-ouverte-credit-social-ue